

# MAIRIE DE CHARLEVAL

Place Général de Gaulle  
27380 Charleval



## REGLEMENT DE CONSULTATION

Objet du marché :

### **Réhabilitation d'une ancienne halle ferroviaire en salle associative et culturelle**

Rue du Catelier - 27 380 Charleval

N° marché : 001/2025

**Maître d'ouvrage :**

Mairie de CHARLEVAL

**Date limite de réception des offres :**

**Le 17 mars 2025 avant 12h**

## SOMMAIRE

### Table des matières

1	- Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1	- Objet .....	3
1.2	- Mode de passation.....	3
1.3	- Type et forme de contrat .....	3
1.4	- Décomposition de la consultation .....	3
1.5	- Nomenclature .....	3
2	- Conditions de la consultation.....	4
2.1	- Délai de validité des offres.....	4
2.2	- Forme juridique du groupement.....	4
2.3	- Variantes .....	4
3	- Intervenants.....	4
3.1	- Maître d'ouvrage .....	4
3.2	- Maîtrise d'œuvre .....	4
3.3	- Bureau de contrôle .....	4
4	- Conditions relatives au contrat .....	5
4.1	- Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
4.2	- Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
5	- Contenu du dossier de consultation.....	5
6	- Présentation des candidatures et des offres .....	6
6.1	- Documents à produire .....	6
6.2	Pièces de l'offre : .....	7
6.3	Usage de matériaux de type nouveau.....	7
6.4	Visites .....	7
7	- Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
8	- Examen des candidatures et des offres.....	8
8.1	- Sélection des candidatures .....	9
8.2	- Attribution des marchés .....	9
8.3	- Suite à donner à la consultation .....	10
9	- Renseignements complémentaires.....	10
9.1	- Adresses supplémentaires et points de contact .....	10
9.2	- Procédures de recours .....	11
10	- Notification des décisions .....	11

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne la réhabilitation d'une ancienne halle ferroviaire en salle associative et culturelle – Rue du Catelier 27 380 Charleval.

La durée du marché est de 11 mois dont 2 mois de période de préparation.

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 12 lots :

N° lot	Composition des différents corps de métier
1	Démolitions – Gros Œuvre
2	Traitements façades
3	Charpente bois métallique
4	Couverture - Zinguerie
5	Menuiseries extérieures aluminium - Métallerie
6	Isolation – Doublage – Cloisons – Faux plafonds
7	Menuiseries intérieures
8	Revêtements de sols – Revêtement muraux
9	Peinture
10	Electricité courants forts & courants faibles – Chauffage électrique
11	Plomberie – Chauffage - Ventilation
12	VRD – Aménagements extérieurs

Chaque lot fera l'objet d'un marché. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui les exécuteront à la place du titulaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### **2.3 – Variantes**

Les candidats doivent présenter une offre conforme au cahier des clauses techniques particulières. Aucune variante n'est autorisée.

## **3 – Intervenants**

### **3.1 – Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage est la Mairie de Charleval – Place du Général de Gaulle 27 380 Charleval et représentée par Monsieur Le Maire, M. Pascal CALAIS.

### **3.2 – Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par NCL ARCHITECTES – 4, rue de France – 27120 PACY SUR EURE et représentée par M. COQUENTIN, architecte.

L'équipe de maîtrise d'œuvre est constituée de :

- H2I, Economie de la Construction
- TECHNIC CONSULT, BET Thermique et Fluides
- VIA MAP, BET VRD
- IDA, BET Structure
- ACCOUSTIBEL, BET Acoustique
- CL Consulting, OPC

### **3.3 – Bureau de contrôle**

Le Bureau de Contrôle est DEKRA – 39, Rue Raymond Aron – CS 70 406 – 76 137 Mont Saint Aignan représenté par M. BICHEUX, [franck.bicheux@dekra.com](mailto:franck.bicheux@dekra.com)

### 3.4 – Coordinateur CSPS

Le coordinateur CSPS est DEKRA – 39, Rue Raymond Aron – CS 70 406 – 76 137 Mont Saint Aignan et représenté par M. ROULLAND, [laurent.roulland@dekra.com](mailto:laurent.roulland@dekra.com)

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du marché est de 11 mois dont 2 mois de période de préparation. La durée s'entend hors intempéries et hors congés.

### 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et seront financés sur le budget de la Mairie de Charleval.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Le règlement de la consultation (RC) ;

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe, communs pour tous les lots ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à chaque lot ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) pour chacun des lots ;
- La décomposition globale et forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots aux formats Excel et PDF.
- L'attestation de visite sur site ;
- L'attestation de planning et le planning prévisionnel des travaux ;
- Les annexes (Etudes G2AP, Etude G2PRO, Etude des gestions des eaux pluviales à la parcelle, DIAG Amiante et Plomb, RICT, PGC)
- Les Plans architectes
- Les Plans de prédimensionnement structurel
- Les Plans Electricité
- Les Plans PCV
- Le tableau de parachèvement

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur <https://marchespublics.eure.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

#### Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Les certificats et attestations prouvant que le candidat a satisfait ses obligations sociales et fiscales de moins de six mois
Formulaire DC1 ou lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses co-traitants
Formulaire DC2 ou les déclarations des candidats
Extrait Kbis de moins de trois mois

#### Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

#### Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet

opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

## 6.2 Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son annexe	Oui
La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)	Oui
L'attestation de visite du site	Oui
L'attestation de planning	Oui
Un mémoire technique détaillé développant les éléments suivants selon les items définis dans le cahier des clauses techniques particulières : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Moyens humains et matériels dédiés au chantier</li> <li>- Méthodologie, organisation</li> <li>- Fiches techniques des matériaux</li> <li>- Délais, planning et suivi et contrôle en cours d'exécution</li> <li>- Sécurité, hygiène et gestion des déchets dédiés au chantier</li> </ul>	Non

**La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des CCAP et CCTP avec leurs annexes. Il n'y a donc pas lieu de joindre ces derniers à l'offre.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.3 Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) la clause suivante :

« L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de (x) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait satisfaisante, à les remplacer à ses frais et sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivants ».

Le cas échéant, le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

## 6.4 Visites

Les entreprises devront se rendre **impérativement sur site** (Rue du Catelier – 27 380 Charleval) avant la remise de leur offre afin d'appréhender le site et ses contraintes. L'attestation de visite sera contresignée par un représentant de la Commune de Charleval.

Les dates de visite sur site seront sur rendez-vous.

Merci de prendre contact avec le secrétariat de la Mairie pour confirmer votre venue au par mail à [rst@charleval.net](mailto:rst@charleval.net)

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir par voie électronique sur le profil acheteur de la collectivité avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics.eure.fr>

**La transmission par voie papier n'est pas autorisée et ne fera pas l'objet de régularisation.**

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée, et envoyée à :

**Secrétariat Général - Mairie de Charleval**  
**Place de GAULLE**  
**27 380 CHARLEVAL**

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : tous les formats courants sont acceptés.

**La signature électronique de l'acte d'engagement n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.**

Toutefois, si les candidats disposent déjà d'un certificat électronique de signature qui leur permet de signer leur acte d'engagement, ils sont invités à le faire dès la transmission de celle-ci (veiller à ne pas verrouiller le document généré afin de permettre la contre signature de la collectivité). La signature pourra être apposée au format XAdES, CAdES ou PAdES. (PAdES souhaité, cf. le mode opératoire joint au DCE).

Dans le cas contraire, l'offre retenue devra être signée après attribution soit électroniquement, soit sur une version papier de l'acte d'engagement.

La signature électronique du pli ou d'un "ZIP" ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 8 - Examen des candidatures et des offres



## 8.1 - Sélection des candidatures

Dans le cadre de l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces de la candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au(x) candidat(s) de produire ou compléter ces pièces dans délai de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1- Prix des prestations</b>	<b>60%</b>
<b>2- Mémoire technique jugée sur la base des critères suivants :</b>	<b>40%</b>
- Moyens humains et matériels dédiés au chantier	30 points
- Méthodologie, organisation	10 points
- Fiches techniques des matériaux	20 points
- Délais, planning et suivi et contrôle en cours d'exécution	30 points
- Sécurité, hygiène et gestion des déchets dédiés au chantier	10 points

### Critère 1 « Prix » :

Le critère prix sera noté de la façon suivante :

- L'offre la moins disante obtient la note maximale de 60
- Les autres offres sont notées par application du coefficient de pondération de 60 % au rapport entre le montant de l'offre la moins disante et le montant de l'offre à considérer

$(\text{Montant de l'offre la moins disante} / \text{Montant de l'offre considérée}) \times 60$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### Critère 2 « Mémoire technique » :

Le mémoire technique (40%) sera apprécié au regard des critères suivants (100 points) :

- Moyens humains et matériels dédiés au chantier : 30 points
- Méthodologie, organisation : 10 points
- Fiches techniques des matériaux : 20 points
- Délais, planning et suivi et contrôle en cours d'exécution : 30 points

- Sécurité, hygiène et gestion des déchets dédiés au chantier : 10 points

L'ensemble des points totalisés sera alors pondéré afin d'obtenir une note sur 40%

Les barèmes de notation utilisés sont les suivants :

- Pour les critères jugés sur 30 points :
  - Lorsque le candidat ne satisfait pas aux exigences qualitatives : 0/30
  - Lorsque le candidat satisfait de manière lacunaire aux exigences qualitatives : 10/30
  - Lorsque le candidat satisfait dans de bonnes conditions aux exigences qualitatives : 20/30
  - Lorsque le candidat satisfait dans de très bonnes conditions aux exigences qualitatives : 30/30
- Pour les critères jugés sur 20 points :
  - Lorsque le candidat ne satisfait pas aux exigences qualitatives : 0/20
  - Lorsque le candidat satisfait de manière lacunaire aux exigences qualitatives : 8/20
  - Lorsque le candidat satisfait dans de bonnes conditions aux exigences qualitatives : 14/20
  - Lorsque le candidat satisfait dans de très bonnes conditions aux exigences qualitatives : 20/20
- Pour les critères jugés sur 10 points :
  - Lorsque le candidat ne satisfait pas aux exigences qualitatives : 0/10
  - Lorsque le candidat satisfait de manière lacunaire aux exigences qualitatives : 4/10
  - Lorsque le candidat satisfait dans de bonnes conditions aux exigences qualitatives : 7/10
  - Lorsque le candidat satisfait dans de très bonnes conditions aux exigences qualitatives : 10/10

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier chaque lot. Toutefois, il pourra attribuer chaque lot du marché sur la base des offres initiales sans négociation et se réserve la possibilité de ne pas négocier, au sens des articles R. 2161-17 à R. 2161-23 du Code de la commande publique. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours ouvrés, par voie électronique.

Une attestation d'assurance décennale, en cours de validité, devra également être produite dans le même délai.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics.eure.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## 9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rouen  
53 Avenue Gustave Flaubert 76000 ROUEN  
Tél : 02.32.08.12.70  
Télécopie : 02.32.08.12.71  
Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

## 10 - Notification des décisions

Les candidats sont informés que les demandes complémentaires et notifications relatives aux attributaires et candidats non retenus seront transmises par voie électronique via la plateforme du pouvoir adjudicateur : <https://marchespublics.eure.fr>

L'attention des candidats est donc appelée sur les adresses de courriel qui sont notées lors de l'inscription sur notre profil acheteur "Marchés publics Eure". Il vous appartient en effet de veiller à ce que cette adresse soit "opérationnelle" pendant toute la durée de la consultation et au moins 2 mois après cette date pour les notifications. Les messages d'absence notamment ne pourront être pris en considération.